



Circulaire N° 768-2

Lors de la réunion plénière du Groupe d'action financière (« GAFI ») qui s'est tenue en février 2015, le GAFI a émis des déclarations portant sur les sujets suivants :

1) les juridictions présentant des défaillances substantielles et stratégiques en matière de LBC/FT et qui font l'objet d'un appel du GAFI à ses membres et aux autres juridictions à appliquer des contre-mesures:

Le GAFI confirme que les dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du Terrorisme (« LBC/FT ») de l'Iran et de la **République populaire démocratique de Corée** continuent à présenter des déficiences substantielles et stratégiques et maintient par conséquent la demande d'application de contre-mesures à l'égard de ces deux pays.

Par conséquent, je vous demande de prendre en compte les risques résultant des déficiences des régimes de LBC/FT de ces juridictions et de considérer avec une attention toute particulière les relations d'affaires et opérations avec des personnes physiques et morales émanant de ces juridictions.

Je vous demande également d'appliquer dans ce contexte des mesures de vigilance et de suivi renforcées. Finalement, je vous prie de renforcer les mécanismes de déclarations de soupçon à la Cellule de Renseignement Financier (« CRF ») du Parquet auprès du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

2) les juridictions dont les progrès en matière de LBC/FT ont été jugés insuffisants

Les juridictions suivantes présentent des défaillances stratégiques en matière de LBC/FT et n'ont pas fait de progrès suffisants ou ne se sont pas engagées à suivre un plan d'action élaboré avec le GAFI, afin de remédier à leurs défaillances :

Algérie, Equateur, Birmanie/Myanmar.

Je vous prie de tenir compte des déficiences spécifiées par le GAFI dans sa déclaration par rapport aux dispositifs de ces pays et des risques résultant des lacunes dans leur régime LBC/FT dans le cadre de vos relations d'affaires et/ou des opérations avec ces juridictions.



Au vu des efforts entrepris par l'**Indonésie**, cette juridiction est dorénavant suivie dans le cadre des juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant.

3) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant

Les juridictions qui présentent des défaillances stratégiques en termes de LBC/FT et qui ont élaboré avec le GAFI des plans d'actions visant à corriger ces défaillances, sont les suivantes :

Afghanistan, Angola, Guyane, Indonésie, Iraq, République démocratique populaire du Laos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Soudan, Syrie et Yémen.

Je vous prie dès lors de prendre en considération, le cas échéant, les déficiences mises en lumière par le GAFI dans cette déclaration ainsi que les risques résultant des lacunes de leur régime LBC/FT respectif dans le cadre des relations d'affaires et des opérations que vous établissez avec les juridictions précitées.

En ce qui concerne l'**Ouganda**, le GAFI considère l'identifier en tant que juridiction dont les progrès en matière de LBC/FT sont jugés insuffisants (cf. liste sous 2) ci-avant), faute de la prise de mesures efficaces par l'Ouganda d'ici la prochaine réunion plénière du GAFI en juin 2015.

Veillez noter également que suite aux efforts substantiels démontrés par **l'Albanie, le Cambodge, le Koweït, la Namibie, le Nicaragua, le Pakistan et le Zimbabwe**, ces juridictions ne sont plus soumises au processus de surveillance continue du GAFI mais continueront à travailler respectivement avec les organismes de style régional du GAFI.

La présente circulaire remplace celle du 3 décembre 2014.

Luxembourg, le 24 mars 2015

Le Directeur,

Romain Heinen